



Introduction / ÉCOUTER CEUX QU'ON N'ENTEND PLUS

Jean-Paul a la cinquantaine, il est au chômage depuis longtemps, habite une HLM (habitation à loyer modéré) sans confort dans le quartier sans charme d'une petite ville de la région lyonnaise. Ses traits creusés laissent deviner les coups durs accumulés et les soucis de santé. On l'imagine sans famille. Chaque jour, Jean-Paul porte secours à ceux qui, pas très loin de chez lui, se battent pour s'en sortir. La caméra de Jean-Pierre Duret et Andréa Santana montre les liens qu'ils ont tissés avec un couple rom et ses jeunes enfants que l'insalubrité de leur abri met en danger¹. Jean-Paul se mobilise et il mobilise autour de lui pour aider ces derniers à réaliser en urgence des travaux de plomberie salvateurs. Comme ses compagnons de misère, Jean-Paul mange tous les jours grâce au revenu de solidarité active. Sa vie, à l'image de la leur, est un combat. Mais, livré loin des centres-villes et des médias, il ne rencontre habituellement aucun écho dans l'espace public.

Le chômage, la pauvreté, la précarité, changent la cité. En multipliant les obstacles à l'exercice pratique de la citoyenneté, leurs effets s'additionnent au déficit d'éducation et tiennent à l'écart du débat public un nombre toujours plus grand d'individus. Objets de discours qui font polémique – qu'ils visent les « assistés » ou, plus récemment encore, les « sans-dents » –, ils sont, les données statistiques dont on dispose le montrent, beaucoup plus rarement sujets politiques. L'objectif principal de ce livre est de comprendre pourquoi. Il veut aussi écouter ceux qui, même inaudibles, n'en prennent pas moins la parole quand on la leur donne. Profitant d'un contexte très particulier – une campagne électorale dont la haute intensité peut stimuler l'intérêt des populations habituellement les plus en retrait de la vie

1. Se battre, film de Jean-Pierre Duret et Andréa Santana, 2014.

politique pour les questions politiques et institutionnelles –, nous avons voulu savoir si les plus précaires se positionnaient par rapport aux grands enjeux politiques et électoraux, et comment ils le faisaient, d'une façon qui les distingue ou pas. Partant, savoir s'ils demeuraient volontairement à l'écart de la République ou si celle-ci pouvait encore imaginer faciliter leur intégration effective dans la communauté des citoyens.

Quels sont les effets politiques de la crise économique de 2008 dans un contexte d'inégalités croissantes et de fragilisation de l'État-providence ? Ce processus favorise-t-il l'apathie ou la révolte, l'abstention ou les votes extrêmes, la solidarité que le film *Se battre* met en exergue ou la méfiance ? Existe-t-il, comme certains le suggèrent, une « classe » des précaires en formation, unis par leurs difficiles conditions de vie² ? Notre enquête, conduite à l'occasion de l'élection présidentielle de 2012 auprès des plus défavorisés, apporte un début de réponse.

Encadré 1 : Un contexte d'inégalités croissantes

Les écarts de revenus ont commencé à se creuser dans trois pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur quatre dès le milieu des années 1980, mais la récession de 2008 a amplifié le phénomène. Entre 2007 et 2010, les inégalités de revenus ont plus augmenté qu'au cours des douze années précédentes. Aujourd'hui, le rapport entre le revenu moyen des 10 % les plus riches et des 10 % les plus pauvres est de 9,5, contre 7 il y a vingt-cinq ans. Longtemps, les systèmes de protection sociale ont joué un rôle d'amortisseur. Mais, depuis le milieu des années 1990, les effets redistributifs de la fiscalité et des transferts sociaux ont diminué³. Pire, ces politiques contribueraient même à créer de nouvelles inégalités, suscitant un clivage entre *insiders* qui bénéficient d'emplois stables, de revenus assurés et d'une protection sociale garantie, et *outsiders* qui en sont privés⁴.

2. Guy Standing, *The Precariat: The New Dangerous Class?*, New York (N. Y.), Bloomsbury, 2011.

3. OCDE, *Growing Unequal: Income Distribution and Poverty in OECD Countries*, Paris, OCDE, 2008 (doi : 10.1787/9789264044197-en), et *Divided We Stand: Why Inequality Keeps Rising*, Paris, OCDE, 2011 (doi : 10.1787/9789264119536-en).

4. Patrick Emmenegger, Silja Häusermann, Bruno Palier, Martin Seeleib-Kaiser (eds), *The Age of Dualization: The Changing Face of Inequality in Deindustrializing Societies*, New York (N. Y.), Oxford University Press, 2012.

De 1885 à 2005, la France se distinguait des autres pays de l'OCDE par la stabilité et le niveau relativement faible des inégalités de revenus. Ces dernières ont augmenté avec l'explosion des très hauts salaires et la concentration des actifs financiers. Bien qu'elles restent au-dessous de la moyenne européenne mesurée par l'indice de Gini⁵, les Français s'y montrent plus sensibles que les autres Européens⁶. En outre, la France se distingue par un système de protection sociale jusqu'à aujourd'hui particulièrement généreux puisqu'un tiers du produit national brut est consacré aux dépenses sociales contre 22 % en moyenne dans l'OCDE – c'est plus que le Danemark ou la Suède. Mais, dans la typologie d'Esping-Andersen, l'État-providence français relève du modèle corporatiste-conservateur, qui, parce qu'il lie les prestations au statut professionnel, maximise le clivage entre *insiders* et *outsiders*.

Dès 2008, le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, s'inquiétait du potentiel déstabilisateur de tels écarts : « La croissance des inégalités divise. Elle polarise les sociétés, elle oppose des régions au sein d'un même pays, elle découpe le monde en riches et pauvres⁷. »

Certains faits sont, déjà, bien établis. La France est ainsi devenue comme bien d'autres, au cours des années 2000, une « démocratie de l'abstention » où, pour nombre de scrutins, les citoyens qui ne votent pas sont plus nombreux que ceux qui votent⁸. Dans un tel contexte,

5. Cet indice mis au point par le statisticien italien Corrado Gini est couramment utilisé pour décrire les inégalités de revenu au sein d'une population. Il varie entre 0 (situation d'égalité parfaite où tous les revenus seraient égaux) et 1 (situation où une seule personne concentrerait tous les revenus). L'inégalité est donc d'autant plus forte que la valeur de l'indice de Gini s'approche de 1.

6. Une enquête menée sur la perception des inégalités en 2009 montre que près de 80 % des personnes interrogées jugent ces inégalités trop fortes et près de 90 % estiment qu'il faudrait « réduire les différences entre les revenus importants et les revenus faibles ». La comparaison avec un pays objectivement beaucoup plus inégalitaire comme les États-Unis (où l'indice de Gini pour les inégalités de revenu, après taxes et transferts, est alors de 0,38, contre 0,29 en France) est éclairante. Un sondage de l'institut Ifop effectué en avril 2010 dans douze pays pour la fondation Jean-Jaurès montre que 73 % des Français ont le sentiment de vivre dans une société « injuste », contre 46 % des Américains, et 80 % pensent qu'au cours des dix dernières années les inégalités ont augmenté, contre 42 % des Américains. (Michel Forsé, Olivier Galland (dir.), Les Français face aux inégalités et à la justice sociale, Paris, Armand Colin, 2011.)

7. « Income Inequality and Poverty Rising in most OECD Countries », conférence de presse, OECD.org, 21 octobre 2008.

8. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, La Démocratie de l'abstention, Paris, Gallimard, 2014 [1^{re} éd. 2007].

les enquêtes consacrées par l'Insee à la participation électorale montrent clairement que les populations les plus jeunes, les plus exposées au chômage, les plus fragiles professionnellement, sont sous-représentées dans les urnes⁹. L'élection présidentielle continue néanmoins de les mobiliser massivement. Même si leur participation a été moins forte en 2012 qu'en 2007, la campagne était de suffisamment forte intensité pour stimuler l'intérêt des plus éloignés de la politique¹⁰.

La France se distingue également en matière d'orientations électorales par le dynamisme de son extrême gauche – variable selon les scrutins – et plus encore de son extrême droite. Or, en 2012, les candidats tant du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, que du Front national, Marine Le Pen, ont ciblé leur campagne présidentielle sur les laissés-pour-compte, les oubliés, les invisibles¹¹. Ces particularités font de l'élection présidentielle française de 2012 – la première élection nationale post-crise – un cas d'étude idéal pour comprendre ce que la fragilisation des trajectoires liée à la crise économique de 2008 produit comme effets sur les comportements politiques.

Une telle enquête se heurte toutefois à plusieurs obstacles méthodologiques. Les personnes socialement défavorisées, les plus touchées par la crise et la perte de revenus, sont traditionnellement sous-représentées dans les enquêtes par sondage. Elles forment le gros des « répondants fantômes », qui ne sont jamais sollicités par les enquêteurs (notamment les personnes sans domicile fixe, en hébergement d'urgence, en foyer) ou qui, s'ils le sont, préfèrent ne pas répondre. Même quand ils sont pris dans les mailles de l'enquête, il est difficile d'évaluer avec précision leur situation économique. Les grandes enquêtes de l'Insee sur les niveaux de vie et l'enquête européenne « European Union Statistics on Income and Living Condition »

9. Xavier Niel, Liliane Lincot, « L'inscription et la participation électorales en 2012. Qui est inscrit et qui vote ? », Insee Première, 1411, septembre 2012.

10. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, « Logiques de mobilisation et inégalités sociales de participation électorale en France, 2002-2012 », French Politics, Culture and Society, 30 (3), hiver 2012, p. 20-44.

11. Marine Le Pen à Metz, le 11 décembre 2011 : « Agriculteurs, chômeurs, ouvriers, retraités, habitants des campagnes françaises, vous êtes ces oubliés, cette majorité invisible, broyés par un système financier devenu fou. Pour la caste politique UMP-PS, face à leur Dieu, le triple A, vous êtes des triples riens ! »

(EU-SILC) sur les revenus et les conditions de vie ont mis au point des instruments performants de mesure de la pauvreté, de la précarité et de l'exclusion sociale, mais elles ne posent pas de questions politiques, tandis que les enquêtes électorales ont beaucoup d'indicateurs politiques, mais peu de questions concernant la situation socio-économique des individus. Pour tenir compte de cette difficulté, notre enquête combine deux volets complémentaires¹².

— Une mesure statistique de la précarité

Le premier volet s'appuie sur l'enquête électorale « Économie politique du vote 2012 » coordonnée par Nicolas Sauger au Centre d'études européennes de Sciences Po (CEE). C'est une enquête par sondage, effectuée le mois suivant le second tour de l'élection présidentielle de 2012, en face-à-face, auprès d'un échantillon national représentatif de l'électorat français inscrit en métropole (2 014 individus). Elle contient nombre de questions permettant de repérer la situation socio-économique des personnes interrogées, à la fois objective (nature et montant des revenus mensuels du foyer, nombre d'éléments et montant estimé du patrimoine, taux d'équipement du foyer, emprunts, emploi, diplômes, catégorie socioprofessionnelle, durée du travail, nature du contrat) et subjective (sentiment d'une amélioration ou d'une dégradation des conditions de vie au cours des dix dernières et des dix prochaines années, évolution perçue des revenus du foyer sur les douze derniers mois, position perçue dans la société de la personne interrogée et de sa famille, etc.). Il manque toutefois à cette panoplie deux dimensions essentielles également constitutives de la précarité : l'isolement, le fait de n'avoir personne sur qui compter, et l'accès aux biens non matériels (santé, loisirs, culture). Nous avons donc inclus dans cette enquête un indicateur individuel de précarité, le score Épices (« Évaluation de la précarité et des inégalités de santé pour les

12. Cf. la note de présentation de l'enquête, « Précaires et citoyens », *Sciences-Po.fr*, octobre 2009 ; Nonna Mayer, « Les effets politiques de la crise : le vote des personnes pauvres et précaires en 2012 », *Informations sociales*, 180, novembre-décembre 2013, p. 52-59 et « Bring the Poor Back In! Inequalities, Welfare, and Politics », *European Political Science*, 13 (2), 2014, p. 187-200.

centres d'examen de santé »), initialement construit pour repérer les populations à risque, socialement isolées et économiquement fragiles, parmi les assurés ou ayants droit du régime général de la sécurité sociale (encadré 1).

Ce choix s'est fait après passage en revue des indicateurs habituellement utilisés pour mesurer les inégalités sociales. L'indicateur le plus courant est le revenu. Si l'on retient comme seuil de pauvreté monétaire 50 % du revenu médian, soit pour une personne seule moins de 814 euros mensuels de revenu disponible après impôt et transferts sociaux, la population française compte 7,8 % de pauvres en 2011. Si l'on retient le seuil de 60 %, soit 977 euros mensuels, la proportion monte à 14,3 %, il y a près de neuf millions de pauvres en France¹³.

L'indicateur de privation matérielle et sociale mis au point par le Comité pour la protection sociale de l'Union européenne tient compte pour sa part des conditions matérielles d'existence, du degré de satisfaction des besoins de base. Il a établi une liste de neuf priorités : payer son loyer et ses factures, chauffer correctement son logement, faire face à des dépenses imprévues, manger régulièrement de la viande ou des protéines, partir en vacances, avoir un poste de télévision, une machine à laver, une voiture, un téléphone (fixe ou portable). Toute personne privée d'au moins trois de ces biens est jugée matériellement défavorisée et, à partir de quatre, « très défavorisée ». L'Insee, quant à lui, définit la pauvreté sur la base de l'indicateur en vingt-sept postes mis au point pour l'enquête européenne EU-SILC. Un ménage est considéré comme « pauvre en condition de vie » s'il déclare cumuler au moins huit privations sur les vingt-sept retenues, réparties en quatre groupes (les contraintes budgétaires, les retards de paiement, les restrictions de consommation et les difficultés de logement). En 2010, 13,4 % de la population française entraient dans cette catégorie.

L'accès à l'emploi est un autre facteur d'inégalité sociale. Depuis le choc pétrolier de 1973, la France connaît un ralentissement de sa croissance économique et un chômage de masse, passé de 3 % de la population active en 1975 à 8,9 % en 1985 et oscillant depuis aux

13. Sur la croissance continue du taux de pauvreté depuis 2008, cf. Insee, Les Revenus et les patrimoines des ménages, Paris, La Documentation française, 2014.

alentours de 9 %. Les taux baissaient depuis 2006 mais ils sont remontés depuis la crise de 2008. À la veille du scrutin présidentiel de 2012, le taux de chômage moyen selon la définition du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9 % en France métropolitaine. Plus de 2,5 millions de personnes sont au chômage et, si l'on retient une définition plus large que celle du BIT, incluant les emplois dits de faible intensité¹⁴, on arrive à plus de 4 millions.

Si ces divers indicateurs sont combinés (seuil de pauvreté monétaire, privation matérielle sévère et emploi de basse intensité), c'est 19,3 % de la population française qui connaît un « risque de pauvreté ou d'exclusion sociale », contre 24,2 % en moyenne dans l'Europe des Vingt-Sept. Il faut par ailleurs distinguer selon le type d'emploi. Les formes de travail dites atypiques (emploi peu qualifié, mal rémunéré, à durée déterminée) sont en plein essor, reflétant la dualisation croissante du marché du travail. Leur développement est lié à des facteurs structurels : désindustrialisation, tertiarisation, mondialisation et concurrence de la main-d'œuvre à bas coût des pays émergents, féminisation de la main-d'œuvre, flux migratoires. Mais le phénomène est amplifié par les politiques en matière de protection sociale. Dans un pays dont l'État-providence est de type « conservateur »¹⁵ comme la France, la proportion d'*outsiders*, définis par la probabilité d'être affectés par le chômage ou des emplois atypiques, est estimée à 43 % de la population active¹⁶.

14. *L'intensité de travail d'un ménage est déterminée par le rapport entre le nombre de mois durant lesquels les membres d'âge actif du ménage (18-59 ans et pas en cours d'études) ont effectivement travaillé au cours de l'année qui précède celle de l'enquête et le nombre de mois durant lesquels ils auraient pu travailler au cours de cette même année. Si ce rapport est inférieur à 20 %, tous les membres du ménage, âgés de 0 à 59 ans, font partie d'un ménage à très faible intensité de travail.*

15. *On se réfère ici à la typologie des États-providence du sociologue danois Gosta Esping-Andersen dans Les Trois Mondes de l'État-providence. Essai sur le capitalisme moderne, Paris, PUF, 1999 [1^{re} éd. 1990]. Le régime dit « conservateur », ou encore « corporatiste », repose sur le principe de l'assurance sociale. Il caractérise l'Europe continentale (France, Belgique, Allemagne, Autriche, Pays-Bas). La protection sociale y est organisée sur une base professionnelle et vise à garantir le maintien du revenu salarial.*

16. *Silja Häusermann, Hanna Schwander, « Varieties of Dualization? Labor Market Segmentation and Insider-Outsider Divides across Regimes », dans Patrick Emmenegger, Silja Häusermann, Bruno Palier, Martin Seeleib-Kaiser (eds), The Age of Dualization, op. cit., p. 35.*

On peut également, à la suite du sociologue allemand Georg Simmel¹⁷, prendre comme indicateur la pauvreté définie par le fait de bénéficier d'une aide publique. Les pauvres sont ceux qui reçoivent des aides sociales ou qui en auraient légalement le droit. Pour faire face aux nouvelles formes de pauvreté qui se sont développées dans les années 1980, des allocations spécifiques ont été créées, fondées à la différence des autres sur la solidarité nationale et non plus sur le contrat de travail. En 1988 est créé le revenu minimum d'insertion (RMI), remplacé en 2009 par le revenu de solidarité active (RSA) censé inciter à retrouver du travail et décliné sous deux formes, le RSA socle (revenu minimum) et le RSA activité (complément de salaire). Il a été récemment étendu aux jeunes de 18-25 ans¹⁸. Le RSA concerne 2 millions de foyers. Quand on sait que la moitié des bénéficiaires potentiels ne font pas la demande, le chiffre est plus proche des 4 millions. Prenant en compte les autres minima sociaux (vieillesse, veuvage, handicap, aide au logement), l'Observatoire des inégalités estimait en 2013 que 3,7 millions de personnes recevaient ces aides et qu'en réalité 6 millions de personnes en vivaient, quand on incluait les conjoints et les enfants¹⁹.

Le score Épices (encadré 2) ajoute à ces divers critères de précarité l'isolement social et l'accès aux biens non matériels. Il comprend onze questions auxquelles les enquêtés doivent répondre par oui ou par non. Les réponses, pondérées, permettent de calculer pour chacun un score de précarité variant entre 0 et 100²⁰.

17. Georg Simmel, *Les Pauvres*, Paris, PUF, 2011 [1^{re} éd. 1907].

18. L'objectif est de compléter les revenus du travail pour les foyers dont les membres ne tirent que des ressources limitées de leur emploi et des droits qu'ils ont acquis en travaillant, et de garantir à toute personne, qu'elle soit ou non en capacité de travailler, de disposer d'un revenu minimum et de voir ses ressources augmenter lorsqu'elle accède à l'emploi.

19. « Les minima sociaux en France », *Inegalites.fr*, 12 décembre 2014.

20. Catherine Sass et al., « Le score Épices : un score individuel de précarité. Construction du score et mesure des relations avec des données de santé, dans une population de 197 389 personnes », *Bulletin épidémiologique hebdomadaire*, 14, 2006, p. 93-100.

Encadré 2 : Questions permettant d'établir le score Épices

- Rencontrez-vous parfois un travailleur social ?
 - Bénéficiez-vous d'une assurance maladie complémentaire ?
 - Vivez-vous en couple ?
 - Êtes-vous propriétaire de votre logement ?
 - Y a-t-il des périodes dans le mois où vous rencontrez de réelles difficultés financières à faire face à vos besoins (alimentation, loyer, EDF...) ?
 - Vous est-il arrivé de faire du sport au cours des douze derniers mois ?
 - Êtes-vous allé au spectacle au cours des douze derniers mois ?
 - Êtes-vous parti en vacances au cours des douze derniers mois ?
 - Au cours des six derniers mois, avez-vous eu des contacts avec des membres de votre famille autres que vos parents ou vos enfants ?
 - En cas de difficultés, y a-t-il dans votre entourage des personnes sur qui vous puissiez compter pour vous héberger quelques jours en cas de besoin ?
 - En cas de difficultés, y a-t-il dans votre entourage des personnes sur qui vous puissiez compter pour vous apporter une aide matérielle ?
-

Les réponses obtenues dans le cadre de notre enquête permettent de classer l'échantillon du sondage post-électoral sur un gradient de précarité croissante. Le contraste entre le premier et le dernier quintiles (en allant du moins au plus précaire) est éloquent : la proportion de personnes vivant seules passe de 0 à 44 %, celles qui disent connaître des difficultés financières en fin de mois de 0 à 83 %, celles qui prennent des vacances de 94 à 21 %, celles qui sont propriétaires de leur logement de 100 à 26 %.

Si l'on se contente d'opposer les précaires (avec un score Épices égal ou supérieur à 30 sur 100) aux non-précaires, en 2012 c'est 36,4 % de la population française inscrite sur les listes électorales en métropole qui souffraient de précarité économique et sociale, soit près de 17 millions de personnes. On observe aussi que cette précarité est diffuse, débordant les frontières des seules catégories populaires ou des « pauvres » en termes monétaires. Si les scores Épices sont fortement corrélés à tous les autres indicateurs de la situation économique, sociale et professionnelle (revenu, patrimoine, équipement du foyer,

emploi, catégorie socioprofessionnelle), ils ne se recourent pas complètement. Ainsi, la corrélation entre niveau de revenu mensuel du foyer par unité de consommation²¹ et score Épices n'est-elle que de 0,35. Si la précarité concerne d'abord les ouvriers, catégorie qui compte plus de 52 % de précaires, elle touche aussi les employés, les petits commerçants et artisans, les agriculteurs (respectivement 42, 47 et 37 % de précaires). Même les professions intermédiaires sont touchées (18 %). On dispose là d'un indice supplémentaire du brouillage des frontières de classe et du caractère désormais insuffisant des anciennes catégories socioprofessionnelles pour situer socialement les individus²².

— Une plongée dans l'univers de la grande précarité

Le second volet de notre enquête est qualitatif. Il cible des personnes dépendant à des degrés divers des aides sociales – travailleurs pauvres, chômeurs en fin de droits, mères célibataires avec enfant(s), personnes sans ressources, handicapées, sans domicile fixe –, interrogées le mois précédant le premier tour de la présidentielle de 2012, dans les agglomérations de Paris, Grenoble et Bordeaux. Mixer les approches méthodologiques nous a semblé un bon moyen d'aborder des populations socialement fragiles²³. Les travaux récents montrent que l'exclusion, tout comme la pauvreté ou la précarité, n'est pas un état mais un processus possédant une dynamique propre difficilement compréhensible à partir des seules enquêtes par questionnaires. Faire des entretiens de longue durée permet d'accorder une importance

21. Il s'agit d'un système de pondération permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de taille et/ou de composition différente. Nous avons repris le système de pondération dit OCDE le plus courant : le premier adulte du ménage compte pour une unité de consommation (UC), les autres personnes de 14 ans et plus pour 0,5 UC et les enfants de moins de 14 ans pour 0,3 UC.

22. Emmanuel Pierru, Alexis Spire, « Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles », *Revue française de science politique*, 58 (3), 2008, p. 457-481.

23. Serge Paugam, *Le Salariat de la précarité*, Paris, PUF, 2007, et *Les Formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF, 2005 ; Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995 ; Daniel Cefaï, Édouard Gardella, *L'Urgence sociale en action. Ethnographie du Samu social de Paris*, Paris, La Découverte, 2012.

particulière aux trajectoires sociales, de replacer la situation de précarité dans une histoire de vie familiale et personnelle, et partant de faire apparaître sur le temps long des facteurs explicatifs des comportements politiques. En outre, la précarité recouvre des situations très différentes selon qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes, de couple ou de famille monoparentale, de Français de longue date ou d'enfants d'immigrés, de sans domicile fixe ou de personnes disposant d'un logement, et selon le milieu social et professionnel de départ. C'est cette complexité des parcours que nous avons cherché à reconstituer grâce aux entretiens, faisant l'hypothèse qu'elle pouvait, elle aussi, influencer sur le rapport au politique²⁴.

En nous inspirant des enquêtes de l'Insee sur les sans domicile fixe²⁵, nous sommes passés par des associations caritatives pour approcher ces populations (Croix-Rouge, petits frères des Pauvres, Ozanam, Secours islamique, fondation Abbé-Pierre, société de Saint-Vincent-de-Paul) ou par des services voués à l'hébergement et à la réinsertion sociale comme le Service d'accompagnement temporaire vers l'insertion sociale à Grenoble.

D'une durée d'une à deux heures, les entretiens ont été effectués en situation, sur les lieux de distribution de colis alimentaires ou de vêtements, dans les logements sociaux ou dans des centres d'accueil de jour, où nous avons également mis en place un dispositif d'observation participante. Nous avons demandé aux personnes aidées comment elles voyaient les choses à quelques jours de l'élection présidentielle²⁶. Et, à un moment ou un autre de l'entretien, nous leur avons montré une planche présentant des photos en couleur des dix candidats. Il en résulte près de trois mille pages de retranscriptions

24. Emmanuel Pierru, « Les chômeurs sont-ils solubles dans la démocratie ? Sur quelques faux problèmes et demi-vérités autour des effets électoraux du chômage », dans Frédérique Matonti (dir.), *La Démobilisation politique, Paris, La Dispute, 2005, p. 177-199.*

25. Cf. Maryse Marpsat et al., « L'enquête de l'Insee sur les sans-domicile : quelques éléments historiques », *Courrier des statistiques*, 123, 2008, p. 53-64 ; et plus récemment Françoise Yaouancq et al., « L'hébergement des sans-domicile en 2012 », *Insee Première*, 1455, juillet 2013.

26. « On est à quelques semaines des élections et on fait une étude pour essayer de comprendre ce qu'en pensent les gens. Qu'est-ce qui va bien, qu'est-ce qui ne va pas, qu'est-ce qu'il faudrait changer... ? On voudrait savoir comment vous voyez les choses. »

d'entretiens et de notes de terrain, reflétant la précarité au quotidien et les effets qu'elle produit sur les attitudes et les pratiques politiques, telles qu'elles s'observent ou s'énoncent dans une conjoncture de campagne électorale de forte intensité.

Encadré 3 : Questions de méthode

Dans le souci de préserver l'anonymat des personnes interrogées, leurs prénoms ont été modifiés et toutes les indications permettant de les identifier omises. Pour la même raison, plutôt que de présenter chacune des associations et services observés, on a préféré en dresser une typologie, en montrant comment la situation d'enquête varie.

Une première série d'entretiens a été effectuée sur les lieux de distribution de colis alimentaires ou de vêtements, avec la permission des associations. À titre d'exemple, une des associations contactée répartit entre deux cents familles environ des paniers hebdomadaires permettant de préparer trois repas par jour et dont le contenu dépend donc du nombre de personnes composant le foyer. Elle demande une contribution financière qui va de 2,80 euros pour une famille d'une ou deux personnes à 5,30 euros pour onze personnes et plus. Ce système effectue un premier tri au sein de la population précaire, excluant les plus démunis. On trouve parmi les bénéficiaires une majorité de femmes, souvent avec des enfants en bas âge, qui peuvent bénéficier de lait de croissance et se voient aussi proposer pâtisseries, goûters, parfois friandises. Dans ce cas, après une période d'observation de la distribution et de rencontres avec les bénévoles, les entretiens avec les bénéficiaires ont eu lieu sur des bancs, dans un jardin situé à proximité immédiate du local associatif, avant ou après réception du colis.

Une deuxième série d'entretiens a été réalisée dans des centres d'accueil de jour. On y trouve une majorité d'hommes, âgés, plus démunis, aux parcours chaotiques, qui ont connu la rue et les hébergements de fortune. L'un de ces centres est par exemple un lieu de convivialité, il offre des petits déjeuners le matin sur une grande table d'hôte, permet aussi de prendre une douche, de lire les journaux, de naviguer sur internet, de jouer aux cartes, de faire du piano ou de la poterie. Nous y avons partagé le petit déjeuner avec les enquêtés. Un premier entretien de groupe a permis de faire connaissance, il a facilité l'acceptation dans un second temps d'entretiens individuels approfondis.

Un troisième mode d'approche a consisté à passer par les services sociaux qui s'occupent d'insertion sociale et d'hébergement d'urgence, où l'on a rencontré presque autant de femmes que d'hommes, dont la moitié a moins de 45 ans.

Les entretiens ont alors été réalisés dans les locaux des associations hébergeantes ou, quand cela était possible, au domicile des bénéficiaires (foyer Adoma, appartement locatif, hébergement chez un tiers). Prévenus par les agents des services sociaux de notre intérêt pour leur appréhension de la campagne et de la politique, les enquêtés rencontrés dans ce cadre étaient *a priori* plus disposés à parler de politique avec nous que ceux auxquels nous nous adressions dans les deux autres types de situation, sans intermédiaire et en présentant l'élection comme un contexte et non comme un objet d'enquête.

Encadré 4 : Les caractéristiques sociales des personnes interrogées

Localisation	Région parisienne	Grenoble	Bordeaux	
114	58	31	25	
Sexe	Hommes	Femmes		
114	55	59		
Âge	15-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60 ans et plus
105	25	27	30	23
Nationalité	Française	Étrangère	Double	
106	80	19	7	
Origine	Père et mère français	Père et mère étrangers	Mixte	
106	60	36	10	
Statut conjugal	Célibataire	Marié, en couple	Divorcé, séparé	Veuve
104	49	22	29	4
Enfant(s)	Aucun	Un	Plus d'un	
73	32	18	23	
Niveau de diplôme	Sans, brevet	CAP, BEP	Bac, bac + 2	Supérieur à bac + 2
94	35	30	19	10
Activité	En activité	(Pré)retraite	Sans emploi	Maladie, handicap
99	24	17	43	15
Score Épices	Moins de 50	50-64	65-74	75 et plus
98	27	25	20	26

Le tableau donne les effectifs plutôt que les pourcentages, compte tenu de la petite taille de l'échantillon, et certains renseignements manquent, d'où les variations du total selon les variables. Il se lit uniquement en ligne. Par exemple, pour ce qui est de la localisation : sur 114 entretiens, 58 ont été réalisés en région parisienne, 31 à Grenoble et 25 à Bordeaux. La répartition par sexe est de 55 hommes pour 59 femmes, etc.

Des voix habituellement inaudibles

Depuis l'enquête fondatrice réalisée par Paul Lazarsfeld et ses collègues à Marienthal, au début des années 1930, l'idée s'est imposée que chômage et pauvreté privent les individus des formes de sociabilité liées à la vie professionnelle et les conduisent également au retrait de la cité²⁷. Les travaux classiques sur la participation, des grandes enquêtes américaines de l'après-guerre aux enquêtes européennes récentes, suggèrent également que les inégalités sociales nourrissent les inégalités politiques²⁸. Les plus démunis en capital économique et culturel s'excluent du vote et font moins entendre leur voix, quand les mieux pourvus en ressources sociales et culturelles ont tendance à utiliser au maximum tous les modes d'expression et d'action politiques. Rares sont les « moments de folie » où l'apathie cède la place à la révolte, aux « mouvements de pauvres » analysés par Frances Piven et Richard Cloward aux États-Unis, illustrés en France par les mobilisations de chômeurs de 1997-1998²⁹. Les

27. Paul Lazarsfeld, Marie Jahoda, Hans Zeisel, *Les Chômeurs de Marienthal*, Paris, Minuit, 1982 [1^{re} éd. 1933].

28. Sidney Verba, Norman H. Nie, *Participation in America: Political Democracy and Social Equality*, New York (N. Y.), Harper & Row, 1972 ; Daniel Garie, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978 ; Aina Gallego, « Unequal Political Participation in Europe », *International Journal of Sociology*, 37 (4), 2007, p. 10-26.

29. Frances F. Piven, Richard A. Cloward, *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*, New York (N. Y.), Vintage, 1978. *Pour la France*, cf. Emmanuel Pierru, *L'Ombre des chômeurs. Chronique d'une indignité sociale et politique depuis les années 1930*, thèse de science politique, Université de Picardie Jules-Verne, 2003 ; Murielle Bègue, *Le Rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Une comparaison européenne (France, Grande-Bretagne, Espagne)*, thèse de sociologie, Sciences Po Paris, 2007 ; cf. aussi Sophie Maurer, *Les Chômeurs en action (décembre 1997-mars 1998)*, Paris, L'Harmattan, 2001.

approches écologiques du vote montrent aussi clairement que, depuis une trentaine d'années, mais de façon plus marquée encore au cours de la dernière décennie, les territoires les plus exposés au risque du chômage sont ceux où l'abstention atteint les niveaux les plus élevés³⁰.

Les variations tant conjoncturelles que géographiques de la mobilisation des populations les plus fragiles nuancent toutefois le rôle déterminant des facteurs économiques. Dès lors que la crise de 2008 ne semble pas produire les mêmes effets en Grèce – où les citoyens appauvris restent fortement mobilisés jusques et y compris dans les urnes –, en Espagne – où une partie de la jeunesse opte pour des formes non conventionnelles de prise de parole dans l'espace public –, en France ou au Royaume-Uni – dont les populations, pourtant moins directement affectées, semblent avoir surtout basculé dans une abstention qu'aucune autre forme d'expression ne viendrait compenser –, la question se pose du rôle exact que joue l'exposition au risque social dans l'adoption des comportements politiques. De même, en France, la capacité que conserve jusqu'à aujourd'hui l'élection présidentielle de mobiliser massivement, y compris chez les jeunes, les chômeurs, les travailleurs intérimaires³¹, conduit à relativiser la thèse d'un lien nécessaire entre crise et silence politique.

La littérature interroge également les effets du niveau de revenu sur les orientations politiques. L'économie politique de la redistribution, dans la perspective ouverte par Anthony Downs et son théorème de l'électeur médian³², lie ainsi croissance des inégalités et vote de gauche. Le modèle d'Allan Meltzer et Scott Richard³³, par exemple, stipule que plus le revenu de l'électeur médian descend en dessous du revenu moyen, plus la demande de redistribution par l'impôt sera forte, favorisant le soutien aux partis de gauche, plus redistributifs par principe que ceux de droite. Le succès d'un parti politique comme Syriza aux élections nationale et européennes grecques de 2014 irait

30. Céline Braconnier, Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention*, op. cit.

31. Xavier Niel, Liliane Lincot, « *L'inscription et la participation électorales en 2012...* », art. cité.

32. Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, New York (N. Y.), Harper & Row, 1957.

33. Allan H. Meltzer, Scott F. Richard, « *A Rational Theory of the Size of Government* », *Journal of Political Economy*, 89 (5), 1981, p. 914-927.

en ce sens. Mais les élections européennes de 2014 ont vu aussi une poussée des droites populistes et europhobes. Il faut manifestement complexifier le modèle en tenant compte d'autres inégalités que celles de revenu et de la manière dont ces inégalités sont perçues.

Un troisième bloc de travaux insiste sur la radicalisation des classes populaires, liée à la disparition de la classe ouvrière industrielle, au déclin des partis et des syndicats parlant en son nom, et à la montée d'un prolétariat des services, peu qualifié, mal rémunéré, peu protégé. Ces « perdants de la mondialisation », ces *outsiders*, alimenteraient le vivier électoral des nouvelles droites populistes et xénophobes qui se développent en Europe depuis la fin des années 1980³⁴, et la crise de 2008 viendrait renforcer cette tendance. À l'appui de cette hypothèse, de nombreuses enquêtes notent la prolétarianisation croissante des clientèles électorales de ces partis³⁵. En France, analysant l'évolution des votes ouvriers depuis les débuts de la V^e République, Florent Gougou observe un sur-vote ouvrier en faveur du Front national dès le début des années 1980³⁶. Et au premier tour de la présidentielle de 2012, le score de Marine Le Pen chez les ouvriers dépasse de 10 à 15 points, selon le sondage considéré, sa moyenne nationale³⁷.

Notre livre montre que chacune de ces hypothèses renferme une part de vérité. Le rapport au politique des populations en situation de précarité n'est pas uniforme parce qu'il dépend autant des trajectoires de vie que des conditions actuelles d'existence, elles-mêmes très

34. Hans Georg Betz, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, Basingstoke, Macmillan, 1994 ; Hanspeter Kriesi et al., *West European Politics in the Age of Globalization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

35. Daniel Oesch, « Explaining Workers' Support for Right-Wing Populist Parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway and Switzerland », *International Political Science Review*, 29 (3), 2008, p. 349-373 ; Simon Bornschieer, Hanspeter Kriesi, « The Populist Right, the Working Class, and the Changing Face of Class Politics », dans Jens Rydgren (ed.), *Class Politics and the Radical Right*, Londres-New York (N. Y.), Routledge, 2012, p. 10-29.

36. Florent Gougou, *Comprendre les mutations du vote des ouvriers. Vote de classe, transformation des clivages et changement électoral en France et en Allemagne depuis 1945*, thèse de science politique, Sciences Po Paris, 2012.

37. Nonna Mayer, « De Jean-Marie à Marine Le Pen », dans Olivier Duhamel, Édouard Lecerf (dir.), *L'État de l'opinion 2013*, Paris, TNS Sofres-Seuil, 2013, p. 81-98.

variées. La plupart des enquêtés n'ont pas toujours vécu dans la misère, ils y ont basculé après avoir connu une vie plus confortable. Certains ont maintenu un niveau d'intérêt élevé pour la politique hérité de leur vie antérieure. La situation de précarité produit néanmoins des effets spécifiques. D'un côté, elle rend plus sensible aux effets possibles de l'alternance politique dans la vie quotidienne, notamment aux annonces de création, suppression ou modification des aides ou services publics dont ces personnes dépendent. De l'autre, elle constitue très largement un obstacle à la solidarité. La lutte quotidienne pour la survie incite aux comportements individualistes, à la « débrouille ». Elle conduit aussi à rechercher des boucs émissaires, des « autres » : les immigrés pour les Franco-Français, les jeunes des cités pour les immigrés de longue date, ou encore les immigrés d'Europe de l'Est ou les Roms. Et si cette précarité génère un profond sentiment d'injustice contre les riches, elle n'incite pas pour autant à la révolte. Seules les femmes, dans notre enquête, se montrent plus combatives, surtout les mères avec des enfants à charge. Elles font tout pour ne pas se retrouver à la rue, pour ne pas être séparées de leurs enfants, pour leur offrir un semblant de stabilité, pour retrouver du travail, y compris, parfois, en contestant et en revendiquant dans l'espace public.

Mais l'effet politique premier de la précarité est de détourner du vote, de favoriser le retrait de la pratique politique. Nombre d'enquêtés ne sont pas inscrits sur les listes électorales, ou bien ils sont « mal inscrits », sur leur ancien lieu de résidence, et donc empêchés de voter du fait de leur instabilité résidentielle. L'abstention aux deux tours de l'élection présidentielle est ainsi cinq fois plus élevée, dans le sondage national, chez les plus précaires que chez les non-précaires. Malgré cela, au plus fort de la campagne présidentielle, même les plus défavorisés manifestent un intérêt *a minima* pour la politique et expriment leurs préférences électorales. Globalement, la précarité éloigne de la droite et du président sortant, Nicolas Sarkozy, au profit de la gauche ou du Front national. Au premier tour, l'enquête par sondage montre que le score de la droite modérée baisse de 13 points quand on passe des non-précaires aux très précaires. Au second tour, François Hollande, le candidat du Parti socialiste, l'emporte largement

chez les plus démunis, alors que Nicolas Sarkozy est majoritaire chez les non-précaires. Les entretiens, eux, montrent un rejet du « président des riches » particulièrement fort et le sentiment dominant que seule la gauche, malgré ses défauts, veut préserver l'État-providence et se soucie un peu de ceux qui leur ressemblent : les petits, les pauvres, ceux d'en bas.

Notre enquête confirme enfin le fort capital de sympathie dont bénéficie Marine Le Pen auprès des populations en situation de précarité, tant dans le sondage que lors des entretiens. C'est la candidate la plus connue après les deux challengers – François Hollande et Nicolas Sarkozy –, celle qui clive le plus aussi. Ceux qui ont été politisés à gauche la rejettent comme « fasciste » et « raciste », mais ceux qui ont été politisés à droite ou qui se disent « ni de gauche ni de droite » l'apprécient. Elle est jugée franche, courageuse, simple, moins raciste que son père, elle tranche par rapport aux candidats « costard-cravate », elle parle « clairement », « au moins, elle, on comprend ce qu'elle dit », et même certains enquêtés d'origine immigrée sont séduits. Cependant, cet intérêt manifesté pour la présidente du Front national ne se traduit pas nécessairement en bulletin de vote, notamment du fait de l'éloignement de ces enquêtés de la pratique électorale. Et le sondage montre que ce ne sont pas les plus précaires mais ceux qui craignent d'en faire partie, ceux qui ont peur du déclassement, qui passent à l'acte et votent effectivement pour la candidate du Front national au premier tour de la présidentielle de 2012.

La précarité n'empêche donc pas d'avoir des préférences politiques. Les personnes interrogées ne sont pas si différentes du reste de l'électorat. Elles sont traversées par les mêmes clivages. Simplement, elles amplifient les mouvements du corps électoral, en s'abstenant beaucoup plus que la moyenne des Français et en exprimant un rejet encore plus marqué de Nicolas Sarkozy. Face à l'enquêteur, elles disent leur sentiment d'injustice. Mais, faute de dispositifs facilitant leur accès à l'espace public, leur voix demeure, la plupart du temps, inaudible.